

Rentrée des classes

La liste des fournitures revendicatives pour le cartable du militant CGT

Archi minoritaire, illégitime, la coprésidence Hollande-Valls ne tient que par le soutien du Medef. Disperser l'action revendicative contre l'austérité en actions catégorielles étalées dans le temps selon des revendications particulières, voilà qui serait un contresens sur la situation, et contraire aux enseignements de l'histoire de la CGT. Ce serait une rentrée à l'envers. Ou pas de rentrée du tout.

Le patronat et le gouvernement, eux, annoncent très clairement que le moment leur semble venu de mettre un terme à la Sécurité sociale. C'est le sens des exonérations de cotisations sociales, baisses des impôts, transfert des cotisations patronales vers les actifs, chômeurs et retraités.

Fort du CICE et du « Pacte », Gattaz veut en finir. Maintenant. Pour le fils de l'Immortel Yvon, le marché doit être purifié de toutes lignes sociales de résistances. Le triomphe du CDD contre le CDI, les records du chômage battus chaque mois, la progression fulgurante de la précarité, la chute vertigineuse du pouvoir d'achat, le rabotage des salaires et des prestations sociales dopent l'offensive patronale.

Austérité ? C'est peu dire... Et pour combien de temps ? Jusqu'au moment où la sainte classe d'en haut décidera que le profit escompté pour investir vaudra le coup de servir l'entreprise plutôt que les actionnaires. Il ne nous resterait plus, frères et sœurs de misère, qu'à prier en attendant la divine providence du Capital ?

Le cartable du militant doit comporter au moins 3 outils essentiels : une règle, une gomme, un compas. Retournons à l'école du Tous ensemble et à l'unité pour les revendications.

1. UNE RÈGLE EN FER DE NOTRE CLASSE pour arrêter le détournement des fonds publics vers le patronat.

Le tableau ci-contre est un aperçu qui pose le problème : le crédit d'impôt CICE, additionné au Pacte, n'a d'autre effet que de ruiner la Sécurité sociale et creuser le déficit. **Qui en effet a entendu parler de créations d'emplois** dans la banque ou dans l'industrie du fait des crédits d'impôts et des exonérations ?

Offrir sans contrepartie des aides publiques aux patrons, c'est garnir les poches des actionnaires. La preuve ? D'après une étude du gestionnaire d'actifs Henderson Global Investors, les dividendes versés par les entreprises cotées (pour leur exercice 2013) ont progressé, au 2e trimestre 2014, de 11,7% dans le monde, par rapport à la même période l'année dernière : un total de 320 milliards d'euros. Ce sont les boîtes des régions à la limite de l'effondrement qui ont arrosé leurs actionnaires.

Champions du monde des hausses de dividendes au deuxième trimestre (période où se concentre le versement de 40% de dividendes mondiaux annuels) : le Japon (18,5%) et l'Europe (18,2%). Soit des économies qui ont connu, respectivement, 1,5% et 0,1% de croissance en 2013, dont une récession de 0,4% pour la seule zone euro. Mieux, parmi groupes les plus généreux en Europe, on trouve les entreprises espagnoles (+75% de hausse), dont le pays fut en récession de 1,2% l'année dernière.

Dans le trio de tête européen, on trouve surtout la France... Les grands groupes français ont augmenté leurs dividendes de **30,3 %** au deuxième trimestre sur un an, pour un total de 40,7 milliards de dollars. Un montant record sur le continent. Loin devant l'Allemagne (3,9% de hausse pour 33,7 milliards de dollars versés), ou le Royaume-Uni (+9,7%, 33,7 milliards). D'autant que les entreprises du CAC 40 avaient déjà augmenté de 4% les dividendes versés sur l'ensemble de l'année 2013.

- **NOTRE RÈGLE DE CLASSE**, graduée en centimètres sociaux, doit frapper d'interdiction ces détournements de fonds publics. PAS D'AIDES SANS CRÉATION D'EMPLOIS STABLES ET DÉCENTS, POUR LES JEUNES EN PRIORITÉ.

Aperçu des montants versés aux banques en 2014 au titre du Cice*
 En millions d'euros



* Crédit d'impôt compétitivité emploi
 LES ÉCHOS / SOURCE : SYNDICAT NATIONAL DE LA BANQUE ET DU CRÉDIT

2. UNE GOMME À EFFACER LA DETTE L'augmentation de la dette de l'Etat, 79 % de la dette publique, ne s'explique pas par l'augmentation des dépenses : leur part dans le PIB a chuté de 2 points en trente ans.

La dette augmente parce que l'Etat s'est privé de recettes en exonérant les ménages aisés et les grandes entreprises : du fait de la multiplication des cadeaux fiscaux et des niches, la part des recettes de l'Etat dans le PIB a chuté de 5 points en 30 ans. Valls et Hollande continuent !

Si l'Etat, au lieu de se dépouiller lui-même, avait maintenu constante la part de ses recettes dans le PIB, **la dette publique serait aujourd'hui inférieure de 24 points de PIB (soit 488 milliards €) à son niveau actuel.**

C'est ensuite parce que les taux d'intérêt ont souvent atteint des niveaux excessifs.

Si l'Etat, au lieu de se financer depuis 30 ans sur les marchés financiers, avait recouru à des emprunts directement auprès des ménages ou des banques à un taux d'intérêt réel de 2 %, **la dette publique serait aujourd'hui inférieure de 29 points de PIB (soit 589 milliards d'euros) à son niveau actuel.**

L'impact est majeur : 53 % du PIB (soit 1077 milliards €). Si l'Etat n'avait pas réduit ses recettes et choyé les marchés financiers, le ratio dette publique sur PIB aurait été en 2012 de 43 % au lieu de 90 %.

59 % de l'actuelle dette publique proviennent des cadeaux fiscaux et des taux d'intérêt excessifs.

La dette publique ? C'est le produit de politiques économiques favorables aux intérêts des créanciers et des riches, alors que les sacrifices demandés aujourd'hui pour la réduire pèsent sur les salariés, les retraités et les usagers des services publics. Quelle légitimité de la politique Valls Hollande ?

▪ NOTRE GOMME À EFFACER LA DETTE POUR EN SORTIR

- Annulation de la dette illégitime.

Allongement substantiel des durées de remboursement et un plafonnement des taux d'intérêt

Un impôt exceptionnel progressif sur les 10 % (ou les 1%) les plus riches, dont les recettes serviraient à rembourser par anticipation une partie de la dette.

- Sortir de l'emprise des marchés financiers

Respecter la véritable "règle d'or" des finances publiques qui stipule qu'il est légitime de financer les investissements d'utilité publique par le déficit. La réduction du déficit public n'est donc pas un but en soi. Le déficit peut être utilisé pour relancer l'activité économique et réaliser des dépenses afin d'améliorer les conditions de vie des victimes de la crise.

- Le choix d'une société solidaire

Une fois l'activité économique relancée, la réduction des déficits publics doit se faire non pas en réduisant les dépenses sociales publiques, mais par la hausse des recettes fiscales, en luttant contre la fraude, l'évasion et l'optimisation fiscales et en taxant davantage les revenus des grandes entreprises, le patrimoine et les revenus des ménages riches, les transactions financières.

- Un audit immédiat de la dette publique de la France !

Augmenter les dépenses sociales, notamment pour contrecarrer les effets de la dépression économique. Il faut également accroître les investissements publics dans certaines infrastructures comme les transports en commun, les établissements scolaires, les installations de santé publique et un vaste programme de transition écologique.

Une politique de relance par l'investissement public et par la demande de la majorité des ménages génère également des créations d'emplois et des rentrées d'impôts et de cotisations.

Ne plus dépendre du bon vouloir des marchés financiers et des agences de notation mais de garantir le financement de la dette publique à des taux modérés.

- **Extension du secteur bancaire public.** Les Caisses d'épargne, la Banque Postale pourraient étendre leur collecte (par hausse du plafond du livret A) afin de financer les dettes publiques et locales à des taux bas mais garantis (selon l'exemple du Japon). Une institution bancaire spécialisée pourrait placer directement des titres publics ou locaux auprès des épargnants.

- **Socialisation du système bancaire dans son intégralité.** Assurant de fait un service public, et bénéficiaires de garanties publiques contre la faillite, les banques devraient passer sous contrôle capitalistique des pouvoirs publics (européens, nationaux et régionaux) et être dirigées par des conseils d'administration représentatifs des parties prenantes et de la société civile ; elles procureraient des financements à taux modéré aux acteurs publics locaux et nationaux.

3. UN COMPAS POUR REMETTRE AU CENTRE LE CERCLE DES BESOINS SOCIAUX

Travailler pour rémunérer l'actionnaire ?

En 2014, un salarié travaille en moyenne 28 jours par an pour les actionnaires, au lieu de 9 jours en 1980. Ce qui ne va pas aux salariés sous forme d'augmentations de salaires ou de créations d'emplois par réduction du temps de travail est directement capté par les actionnaires.

C'est pourquoi la montée et l'incrustation du chômage de masse, d'un côté, et la progression de cette captation actionnariale de l'autre, sont les deux faces d'une même « médaille ».

Le centre du monde, pour le libéralisme ? La négation des besoins sociaux

Une montagne de mensonges enterre ces besoins sous une kolossale propagande libérale : « Les besoins collectifs ne sont rien, l'offre marchande est tout. » « Les salariés ne sont rien, l'actionnaire est tout. » Le but de l'économie se résume en un mot sacré, « compétitivité ». Donc les prolétaires de tous les pays doivent entrer en compétition les uns contre les autres. L'entreprise ne serait que la chose du propriétaire des capitaux. Le mot « employeur » disparaît, tant il est évident qu'ils passent leur temps à licencier !

Le centre libéral trace un cercle fermé des profiteurs du système, qu'on retrouve sur le podium des grandes fortunes, dans les paradis fiscaux, parmi les prédateurs qui ferment les usines et ouvrent les chemins de l'évasion fiscale.

Le contrôle de l'information sociale est au cœur du système antisocial

- Une information sociale libre ? Le secret entoure la construction de l'indice INSEE, qui relève plus que jamais une hausse des prix décidée par avance. L'écart est un gouffre entre la hausse des prix, du logement, de la santé, de l'énergie, etc. avec cette savante construction de l'indice d'Etat.
- Une information sociale libre ? La polémique bat son plein entre le décompte des chômeurs selon la méthode Pôle Emploi et celle de l'INSEE. Pour aboutir à une sous-estimation générale, sur fond de développement épidémique de la précarité érigée en système.

▪ NOTRE COMPAS POUR ÉTABLIR LE CENTRE SOCIAL DU CERCLE VERTUEUX DE LA SOLIDARITÉ

Placer au cœur le système social de la protection collective

Une part croissante du PIB sera octroyée à mesure des besoins. Cette mesure inclut le rétablissement des régimes généraux, de santé en particulier, au détriment des complémentaires. Elle suppose l'arrêt sans délai des exonérations accordées aux actionnaires et aux propriétaires. La couverture sociale santé sera applicable à tous les jeunes à concurrence de leur âge et non de leurs revenus. Le régime Vieillesse sera étendu au 4^e âge au détriment des trusts de l'or gris.

Rétablir le salaire comme la rémunération du travail et établir un SMIC européen

Notre compas CGT trace un cercle européen dans lequel les salariés peuvent ne pas entrer en concurrence entre eux : l'établissement d'un **SMIC européen** permet de sortir du piège libéral.

Le salaire sera réhabilité comme **le grand créateur de cotisations sociales** et versé à chacune et chacun en fonction de la réappropriation de sa fonction réelle : il rémunère un travail qui seul crée les richesses.

Arracher des mains des actionnaires, banquiers et propriétaires leur arme de destruction massive : le chômage !

Réduire le temps de travail pour toutes les entreprises, de la multinationale aux PME, sans réduction de salaire, comme mesure immédiate pour embaucher les jeunes.

Etablir le droit des salariés qui met au centre la protection automatique du contrat de travail, dont la seule forme sera le CDI. Il viendra supplanter le droit actuel qui place le licenciement comme prioritaire et incontestable.

Les entreprises, fermées par leurs propriétaires par stratégie transnationale, seront placées dans le domaine national pour assurer leur pérennité.

Les « aides publiques » aux entreprises seront conditionnées à la création d'emplois. Elles seront réorientées vers l'initiative industrielle socialement utile : construction d'équipements collectifs, de logements, etc.

Cette liste n'est ni exhaustive ni fermée.

La rentrée de notre classe ne passe pas par l'école des Hautes études commerciales, à Jouy-en-Josas, lieu de regroupement libéral des patrons du Medef, du gouvernement et autres invités démarqués. Elle établit nos axes revendicatifs cohérents et indissociables.

Notre école syndicale est celle de la détermination pour nos revendications, et la construction d'un mouvement d'ensemble pour les obtenir. Dans la perspective d'une transformation sociale.

Cette école n'étant pas une secte, ni un cercle de poètes en voie de disparition, la Filpac CGT ne demande que de partager les enseignements de la CGT avec toutes et tous, salariés, et organisations.

Pour une rentrée combative, déterminée, solidaire et unie !